

**La fabrique d'un mythe fondateur ancré dans l'avenir :
la rhétorique interventionniste lors des procès-spectacles
en URSS**

Anna Shapavalova

► **To cite this version:**

Anna Shapavalova. La fabrique d'un mythe fondateur ancré dans l'avenir : la rhétorique interventionniste lors des procès-spectacles en URSS. Encyclo. Revue de l'école doctorale ED 382, Université Sorbonne Paris Cité, 2017. hal-01728729v2

HAL Id: hal-01728729

<https://hal-univ-diderot.archives-ouvertes.fr/hal-01728729v2>

Submitted on 18 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

Économies

Pensée critique

Espaces

Politique

Sociétés

Pratiques sociales

Civilisations

ANNA SHAPOVALOVA*

**LA FABRIQUE D'UN MYTHE FONDATEUR ANCRÉ DANS L'AVENIR :
LA RHÉTORIQUE INTERVENTIONNISTE LORS DES
PROCÈS-SPECTACLES EN URSS**

La question identitaire est de nouveau évoquée dans les débats publics à la veille des élections présidentielles en France et dans un moment d'intensification des mouvements migratoires en Europe souvent accompagné de l'étiquette « crise ». Dans ce contexte, le caractère construit des identités est parfois relégué au deuxième plan, voire nié, malgré un socle solide de travaux se rapportant à ce sujet en diverses sciences sociales. En effet, « la nation naît d'un postulat et d'une invention »¹, lit-on dans l'ouvrage devenu classique d'Anne-Marie Thiesse. Cette invention ne serait d'ailleurs pas aléatoire mais s'opérerait autour de ce que Thiesse appelle une « check-list » identitaire comportant « une histoire établissant la continuité avec les grands ancêtres, une série de héros parangons des vertus nationales, une langue, des monuments culturels, un folklore, des hauts lieux et un paysage typique, une mentalité particulière, des représentations officielles, etc. »². Cette liste met en évidence que la construction de l'identité passe avant tout par la création d'un passé et d'un présent partagés par tous les membres de la communauté. Le grand absent ici est l'avenir, qui peut, lui aussi, servir de moyen pour renforcer le sentiment d'appartenance commune.

Cet essai se veut donc une tentative de repenser le processus d'invention identitaire et de références communes sous cet angle, en y intégrant la dimension « futuriste » et en interrogeant de façon plus générale l'ancrage temporel de ses éléments constitutifs. Cette proposition est née d'une réflexion sur les grands procès spectacles en URSS de 1928 à 1933.

Il s'agit d'une période de transformations importantes dans la politique intérieure de l'URSS. En effet, la consolidation progressive

* Diplômée de l'EHESS et de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, actuellement doctorante au Centre d'Histoire de Sciences Po et ATER à l'université Rennes 2.

¹ Anne-Marie THIESSE, *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999, p. 14.

² *Ibid.*, p. 14.

du pouvoir de Staline³ est couplée avec un changement radical dans le domaine économique : la Nouvelle politique économique cède la place au premier plan quinquennal (1928-1933). Or, l'industrialisation forcée du pays exige l'afflux des capitaux, des cadres, du savoir-faire et, évidemment, des machines, depuis l'étranger⁴. La coopération avec divers pays occidentaux se renforce, ces derniers étant considérés comme un horizon de référence au moins dans les domaines économique et industriel. En même temps, ces rapports sont toujours teintés d'une méfiance ambiante à l'égard des pays capitalistes⁵, méfiance ancrée dans l'idéologie communiste, nourrie par l'expérience de la guerre civile, instrumentalisée aux moments opportuns.

Les grands procès de Moscou de la période ont été ces moments de cristallisation de l'idée-phare de l'opposition du monde capitaliste à celui du socialisme en construction. Apparus dès la stabilisation du pouvoir bolchevique après la guerre civile, avec le premier jugement des socialistes-révolutionnaires en 1922⁶, les grands procès moscovites pour l'exemple ont ponctué la vie politique et sociale en URSS de l'entre-deux-guerres⁷. À chaque procès, les autorités soviétiques déclaraient avoir découvert des groupes contre-révolutionnaires dont l'objectif était de saboter l'économie soviétique et de préparer une intervention armée contre l'URSS, ce qui mettrait fin à l'existence de son régime politique. Ces saboteurs seraient liés à des milieux étrangers, les vrais instigateurs et promoteurs de ces complots⁸. Les audiences solennelles, tout comme

³ Voir par exemple le chapitre « The Stalinization of the Politburo » in Oleg KHLEVNIOUK, *Master of the House. Stalin and His Inner Circle*, New Haven, Yale University Press, 2009, p. 1-39.

⁴ Ces questions sont discutées à maintes reprises au bureau politique durant toute la période concernée.

⁵ Sabine DULLIN, *Des hommes d'influence. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001, p. 33-36.

⁶ Marc JANSEN, *A show trial under Lenin : the trial of the Socialist Revolutionaries. Moscow, 1922*, La Haye, M. Nijhoff, 1982 ; Sergueï KRASILNIKOV, Konstantin MOROZOV, Igor TCHOUBYKIN (dir.), *Soudebny protsess nad sotsialistami-revolioutsioneram (ïoun-avgoust 1922) : podgotovka, provedenie, itogui. Sbornik dokoumentov*, Moscou, Rosspen, 2002 ; Konstantin MOROZOV, *Soudebny protsess sotsialistov-revolutsionerov i turemnoe protivostojanie (1922-1926) : etika i taktika protivoborstva*, Moscou, Rosspen, 2005.

⁷ Ces procès ont été l'objet de débats animés déjà durant l'entre-deux-guerres. Par la suite, un grand nombre de travaux y ont été consacrés. Voir à titre d'exemple, Annie KRIEDEL, *Les grands procès dans les systèmes communistes. La pédagogie infernale*, Paris, Gallimard, 1972 ; Julie A. CASSIDAY, *The Enemy on trial. Early Soviet courts on stage and screen*, DeKalb, Northern Illinois University Press, 2000 ; Nicolas WERTH, *Les procès de Moscou*, Bruxelles, Editions Complexe, 1987.

⁸ Que les complots soient alimentés et dirigés depuis l'étranger est notamment la

d'ailleurs l'instruction préalable de ces procès moscovites, visent en effet à faire croire à une collusion entre les « ennemis intérieurs » et les « ennemis extérieurs » de l'Union soviétique. Cela constitue un refrain narratif de tous les procès de la période.

Montés de toutes pièces, ces procès ont été largement médiatisés et instrumentalisés par le pouvoir : à l'intérieur du pays, afin de dénoncer les spécialistes bourgeois, d'expliquer les échecs économiques ou encore de mobiliser pour la réalisation de l'industrialisation forcée ; sur la scène internationale, notamment pour alimenter les campagnes de propagande dénonçant les pays capitalistes. D'où la qualification, à l'origine occidentale, de ces procès en tant que procès « pour l'exemple » ou bien procès-spectacles⁹.

Cette étude se focalise sur trois procès dirigés contre les membres de l'*intelligentsia* technique, à savoir le procès Shakhty (1928), le procès du Parti Industriel (1930) et, dans une moindre mesure, le procès Vickers (1933). Elle se concentre sur une de leurs spécificités marquantes, à savoir l'exaltation du discours interventionniste. Lors de ces procès, les références sont en effet nombreuses à l'expérience de l'intervention alliée lors de la guerre civile russe (1918-1920), où toute une série de pays étrangers s'était engagée contre le nouveau régime bolchevique. En même temps, ce discours sur l'intervention passée sert de point d'appui pour les affirmations selon lesquelles une nouvelle intervention est en cours de préparation : celle-là aurait été imminente si l'OGPU n'avait pas réussi à dévoiler les complots. Ainsi se crée un amalgame entre, d'un côté, une intervention historique et bien réelle, et une autre, imaginaire, projetée dans l'avenir. Cela représente un exemple de l'appropriation par le pouvoir politique d'un passé récent afin de créer une continuité entre la période troublée de la révolution et de la guerre civile, et les projets supposés d'une nouvelle offensive contre l'Union soviétique.

conviction personnelle de Staline, celui-là même qui oriente l'instruction des affaires et supervise leur transformation en procès publics. Voir par exemple sa lettre non datée à Molotov, in Liudmila KOCHÉLEVA (dir.), *Lettres de J.V. Staline à V.M. Molotov, 1925-1936*, Moscou, Rossiya molodaya, 1996, p. 187. Voir également, entre autres, la décision du bureau politique du 23 novembre 1930 ou l'acte même de l'accusation in Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Soudebnyyj protsess 'Prompartii' 1930 : préparation, mise en scène, bilan*, Moscou, Novosibirsk, vol. 1, 2016, p. 544, 676. Cette interprétation est largement diffusée dans les discours des fonctionnaires soviétiques ainsi que dans l'ensemble de la presse, et ce pour tous les procès de la période.

⁹ Voir par exemple le chapitre « Un enseignement de masse », in Annie KRIEDEL, *Les grands procès dans les systèmes communistes. La pédagogie infernale*, op.cit., p. 155-164.

Dans cet article, il s'agit tout d'abord de revenir sur quelques mécanismes concrets de la fabrication par le haut de cet amalgame systématiquement réitéré, pour mettre ensuite en lumière ses logiques et ses finalités. Cette réflexion fait, certes, écho aux travaux qui abordent la problématique du rapport au temps dans le contexte russe et soviétique¹⁰. Toutefois, il ne sera pas ici question de voir comment la perception générale du temps se manifeste dans ou influe sur les pratiques politico-sociales et le fonctionnement des institutions. Cette analyse s'intéresse davantage à l'usage des temporalités dans le processus de construction identitaire¹¹ en s'appuyant sur l'exemple des procès-spectacles en Union Soviétique.

Création de l'amalgame

Pour forger un lien fort entre l'intervention passée du temps de la guerre civile et l'offensive préparée contre l'URSS par les « comploteurs », les autorités soviétiques choisissent de miser sur la continuité entre les deux. La stratégie consiste à démontrer que la future intervention n'est rien d'autre qu'une continuation logique de la précédente. Un argument mis en avant est celui de la continuité entre les acteurs, que ce soit les spécialistes « bourgeois » jugés à Moscou, ou leurs alliés étrangers, véritables inspireurs du projet interventionniste (les émigrés russes ainsi que les « milieux gouvernementaux » capitalistes).

En effet, une grande place est accordée au profil social des accusés¹², notion aux visées stigmatisantes extrêmement fortes. Ces accusés ont été des membres de l'ancienne intelligentsia technique –

¹⁰ Voir par exemple, Léonid HELLER, Michel NIQUEUX, *L'histoire de l'utopie en Russie*, Paris, PUF, 1995 ; Stephen E. HANSON, *Time and Revolution. Marxism and the Design of Soviet Institutions*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1997.

¹¹ Cet essai s'intéresse tout particulièrement au discours interventionniste en tant que mécanisme de construction de sentiments d'appartenance. Il ne s'agit évidemment que d'un discours parmi d'autres, tout aussi importants pour le processus de construction identitaire (tels les discours sur l'homme nouveau, sur le socialisme dans un seul pays, sur le socialisme et la modernité, etc.). La mise en relation de ces divers discours à travers le prisme de l'usage des temporalités nécessiterait toutefois un travail à part entière.

¹² Voir la partie de l'acte d'accusation intitulée « Les raisons historiques qui ont poussé l'élite des ingénieurs sur le chemin de la contre-révolution. Idéologie des milieux des ingénieurs », in Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan*, Moscou, Rosspen, vol. 1, 2011, p. 59, 319-325. Pour le procès du Parti Industriel, voir, à titre d'exemple, la partie « Le profil social des saboteurs » de la publication Agitprop intitulée « Ce qui a été démontré par le procès du Parti Industriel », RGASPI, Fonds 495, opis 30, delo 656, p. 61-99.

des ingénieurs pour la plupart. Ayant certes des réserves à l'égard du nouveau pouvoir soviétique, ils l'ont toutefois accepté et ont mis leur savoir-faire au service de la reconstruction du pays. Or, c'est loin d'être le discours mis en avant par les autorités soviétiques lors des procès. Au contraire, c'est l'hostilité de ces ingénieurs au projet soviétique qui est soulignée, hostilité qui se traduirait par la préparation d'une nouvelle intervention armée contre le pays. En même temps, les autorités tentent de démontrer que leur sympathie à cette cause a déjà été gagnée par le passé. Désignés comme « bourgeois »¹³, ces spécialistes sont immédiatement présentés comme un soutien fondamental des anciens propriétaires, et comme leurs employés fidèles. Selon les accusations, cette fidélité, couplée au confort de leur statut dans la société d'antan, expliquerait leur hostilité à l'égard du pouvoir bolchevique. L'hostilité s'est concrétisée lors de la révolution et la guerre civile, où certains accusés se seraient montrés des « membres actifs des services de contre-espionnage... des agents des Blancs, des violeurs et des bourreaux de la classe ouvrière »¹⁴. Leur participation du « mauvais côté des barricades » est dès lors affirmée. Certes, lors des procès, l'accusation ne va pas aussi loin pour l'ensemble des accusés, sans doute faute de preuves, même fabriquées, de la complaisance de certains inculpés¹⁵, ou encore du fait de l'imperfection relative de l'appareil coercitif à cette époque. Toutefois, elle s'attache à démontrer que durant les premières années agitées de l'existence du nouveau régime, celui-ci ne suscitait que l'hostilité généralisée dans le milieu des spécialistes « bourgeois »¹⁶. La

¹³ Voir par exemple Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 14 ; également, l'article « Il faut démasquer sans arrêt la préparation de l'intervention », *Izvestia*, 313, 14 novembre 1930.

¹⁴ L'article du procureur N. KRYLENKO « Les leçons de l'affaire Shakhty », 8 mai 1928, est resté réservé exclusivement aux membres du parti, in Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 533-534.

¹⁵ C'est particulièrement visible lors de l'affaire Shakhty où les accusés qui ont comparu devant le tribunal se sont divisés en deux groupes : ceux qui se sont reconnus coupables et collaboraient avec l'enquête et les autres, qui continuaient à nier les accusations formulées à leur égard. Cette erreur ne sera plus répétée : dès le procès du Parti Industriel, les autorités soviétiques n'introduisent devant le tribunal que des inculpés prêts à faire des aveux. Certains auteurs dont S. Krasilnikov soulignent que la résistance d'autres personnes arrêtées (Kondratiev par exemple) et leur refus ferme de collaborer empêchaient justement les autorités de les juger publiquement. En même temps, même ceux qui faisaient leurs aveux lors des audiences refusaient parfois certains chefs d'accusations. Voir Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 21.

¹⁶ Voir les actes d'accusation pour le procès Shakhty et pour le procès du Parti

stabilisation du pouvoir soviétique n'aurait guère changé leur attitude, à en juger par les actes d'accusation.

La logique de lutte des classes est certes en marche, quoique présentant failles et paradoxes : le pouvoir ne proclame-t-il pas en même temps que la grande majorité des spécialistes s'est progressivement ralliée au nouvel ordre solidement établi¹⁷ ? Cette proclamation n'est pas hasardeuse et les instructions officielles y accordent une place importante, le régime ne pouvant pas se passer des anciens cadres hautement qualifiés et encore peu nombreux¹⁸. Or, elle ne concerne guère les accusés, pour qui leur appartenance de classe sert de ciment inter-temporel, liant habilement leur sympathie et leur concours aux interventions passées et planifiées et prouvant leur culpabilité.

Ce qui est vrai pour les accusés, l'est aussi pour leurs alliés étrangers. Les émigrés russes, anciens propriétaires des usines et des entreprises, sont pour Moscou la quintessence même de l'esprit interventionniste et le vivier des partisans de la politique agressive contre l'URSS. Destitués de leurs biens, ils ont apporté leur soutien actif à l'intervention de 1919 et n'ont pas arrêté de comploter depuis. Ce sont eux encore qui, selon l'accusation, ont servi d'intermédiaire entre les accusés et les milieux gouvernementaux pour prôner et mettre en place une nouvelle offensive armée¹⁹. De la même façon, l'accusation

Industriel, Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 320-325 ; Sergueï KRASILNIKOV, *Soudebnyj protsess 'Prompartii' 1930 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, p. 546.

¹⁷ À titre d'exemple, le discours de Kouibyshev dans « Information du journal Pravda sur la réunion des ingénieurs et des techniciens de la ville de Moscou et de ses banlieues, consacrée à l'affaire Shakhty », 30 mars 1928, in Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 679.

¹⁸ Voir les avertissements contre le *spetseedsvo* (la chasse des spécialistes hautement qualifiés) contenus notamment dans la lettre circulaire du Comité central aux membres du parti, in Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 47. Voir également les instructions du bureau politique d'éviter les accusations contre les ingénieurs en tant que groupe lors de la campagne autour du procès du Parti Industriel, dans Sergueï KRASILNIKOV, *Soudebnyj protsess 'Prompartii' 1930 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 676.

¹⁹ Aucun document ne permet d'affirmer que ces accusations avaient le moindre fondement. Toutefois, il est intéressant de noter que le discours tenu par certains émigrés ne pouvait que les étayer. C'est le cas du Torgprom, l'association française regroupant les émigrés russes qui est particulièrement visée lors de l'affaire du Parti Industriel. Elle émet un démenti officiel afin de prouver que ses membres n'avaient pas été impliqués dans cette affaire, mais en même temps elle déclare être déterminée à poursuivre le combat le plus énergique contre le pouvoir bolchevique

met en avant que les partisans de l'intervention contre l'URSS dans les sphères étrangères d'influence sont ceux-là mêmes qui avaient soutenu l'intervention passée. L'ancien président du Conseil français puis président de la République R. Poincaré rencontre une disgrâce particulière dans le récit soviétique officiel²⁰ au point qu'une rumeur court jusqu'à Paris selon laquelle les autorités soviétiques planifient d'ériger en plein centre de Leningrad une potence pour y pendre son épouvantail²¹. Lors de l'affaire du Parti Industriel, sont exaltées les « preuves » de l'anticommunisme avéré de Poincaré : la politique du cordon sanitaire, l'intervention en URSS ou bien la campagne électorale française de 1919 sous l'emblème de l'homme au couteau entre les dents. À partir de ce lourd passé, il est transformé, dans le discours public, en inspirateur principal des nouvelles attaques contre l'Union soviétique.

Le processus d'administration de preuve est donc toujours très similaire à celui utilisé à l'égard des spécialistes soviétiques qui se trouvent sur le banc des accusés. Ne s'agit-t-il pas d'énumérer les actions passées des personnalités influentes des pays capitalistes qui prouveraient leurs véritables intentions à l'égard de l'URSS et, par un raccourci fort instrumental, leur culpabilité ? Ce procédé n'est d'ailleurs nullement une spécificité des procès pour l'exemple : il découle de la nature même de la nouvelle justice soviétique, où l'appartenance de classe joue un rôle de premier plan. En effet, ce raisonnement est déjà présent lors de l'affaire Shakhty de 1928 et bien au-delà. Cette manière d'argumenter semble être progressivement mise à jour et utilisée de façon plus active à partir du procès du Parti Industriel. Les spécialistes de l'Armée rouge sont ainsi chargés d'établir un rapport détaillé sur « l'activité anti-soviétique de Poincaré ». Au moment même où se déroulent des audiences du tribunal, les cadres militaires s'empressent à faire un inventaire de tous les éléments susceptibles de lui être reprochés²². Dans la même optique accusatoire, les interviews ou les

en place. Quant aux accusations contre les milieux gouvernementaux étrangers, elles ne trouvent aucune confirmation dans les archives tant soviétiques qu'étrangères.

²⁰ À titre d'exemple, voir les dépositions de l'accusé-vedette de Léonide Ramsine ou l'appel de Gorki aux travailleurs des pays étrangers le 25 novembre 1930 in Sergueï KRASILNIKOV, *Soudebnij protsess 'Prompartii' 1930 : préparation, mise en scène, bilan*, *op.cit.*, vol. 1, p. 1, p. 161-678.

²¹ Télégramme n° 354 du ministère français des Affaires étrangères adressé à Jean Herbet, ambassadeur français en poste à Moscou, document non daté mais supposé antérieur au 30 novembre 1930, AMAE (Courneuve), Correspondance politique et commerciale, série Z, Europe, URSS, 117CPCOM, dossier 1269, p. 105.

²² Archives du ministère russe des Affaires étrangères, fonds 0136, opis 14, papka 140, delo 593, p. 159-166.

articles de Poincaré ou d'autres membres du gouvernement sont passés en revue de façon à prouver leurs « visées interventionnistes ». Plus tard, cette recherche active des informations potentiellement compromettantes va devancer, au moins dans certains cas, la mise en œuvre des procès. Ainsi, la constitution du « dossier Vickers » par la police secrète commence au moins trois ans avant la publication de l'acte d'accusation contre cette entreprise britannique en 1933²³. La pratique de constitution de fiches semble se généraliser, ce qui facilitera davantage les répressions ultérieures. Comme l'ont démontré A. Blum et N. Werth au sujet de la Grande Terreur²⁴, il s'agit là d'un mécanisme de criminalisation du quotidien. Les informations recueillies sur les individus par la police, que ce soient leurs réseaux de connaissances, leurs paroles relatées, leurs actions, sont extraites au moment jugé opportun et réinvesties d'un autre sens par les autorités d'accusation. Ainsi, une rencontre avec un ami devient une séance de préparation du complot, un cadeau est présenté comme signal d'un acte de sabotage, etc.

Cette réinterprétation des informations est un instrument privilégié des autorités soviétiques pour mettre en avant la continuité à la fois du projet interventionniste et de ses acteurs. Elle est accompagnée par le perfectionnement d'un dispositif de fabrication de nouvelles « preuves » de préparation d'une prochaine intervention, qui aurait ses racines dans celle de 1918. En font sans doute partie des pratiques interrogatoires des enquêteurs. En dehors de la pression psychologique²⁵, des mauvaises conditions de détention ou encore des privations physiques, les agents de la police n'hésitent pas à suggérer des réponses attendues aux personnes poursuivies par le biais de répétitions des mêmes questions, ou bien en faisant lire les « aveux » des autres inculpés s'étant reconnus coupable à ceux qui ne l'avaient pas encore fait²⁶. Dans la même logique d'affirmation de la longévité du projet interventionniste, les diplomates soviétiques à Berlin proposent de le dénoncer par des moyens littéraires. Il s'agirait d'écrire un roman-feuilleton destiné à être présenté au public comme l'œuvre d'un auteur

²³ En témoigne la documentation consultée concernant l'affaire Shakhty ainsi que l'affaire du Parti Industriel : Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 179.

²⁴ Alain BLUM, Nicolas WERTH, « La Grande Terreur des années 1937-1938. Un profond renouveau historiographique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2010/3, 107, p. 3-19.

²⁵ Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan., op.cit.*, vol. 1, p. 24.

²⁶ Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 26, 29.

anonyme, ancien membre des services de renseignements français. Dans ce roman à bas prix, l'auteur retracerait l'historique de l'implication des militaires français dans les plans d'intervention contre l'URSS depuis le temps de la guerre civile, en appuyant ainsi les accusations soviétiques lors du procès²⁷.

Ainsi, la continuité des acteurs converge avec celle du projet interventionniste dans le discours soviétique. La nouvelle offensive préparée contre l'Union soviétique est présentée comme la suite logique de l'intervention alliée. L'hostilité du monde capitaliste étant ininterrompue et inchangée, le projet d'intervention n'est jamais abandonné. Seules ses formes changent, mais pas ses intentions. Comme l'affirme le discours soviétique officiel, la résistance armée n'étant plus possible dans l'immédiat, les comploteurs ont jugé bon d'adopter d'autres formes de résistance au pouvoir soviétique, tels le sabotage et l'espionnage économique et militaire²⁸. Or, et les autorités le rappellent, l'intervention, et donc le renversement du régime, n'ont jamais cessé être l'objectif ultime des « contre-révolutionnaires »²⁹. L'image créée lors des audiences est celle d'une longue marche d'une intervention à l'autre, où les frontières entre les deux interventions deviennent parfois illusoire.

À chaque procès, diverses techniques discursives sont donc mobilisées pour renforcer cet amalgame et créer une continuité entre le passé récent et l'avenir présenté sous un jour néfaste. Pour comprendre le recours systématique à cette image double et l'entremêlement des temporalités qu'on y retrouve, il est nécessaire de se pencher sur les logiques et les finalités de ce processus.

²⁷ La recherche documentaire n'a pas permis d'établir si ce roman a été effectivement publié. Toutefois, les archives diplomatiques russes contiennent une importante correspondance entre le NKID et l'ambassade soviétique à Berlin à ce sujet. Elle laisse voir que le projet a été suffisamment avancé et qu'au moins un résumé d'un futur roman a été rédigé. Voir AMAE de la Russie, fonds 056, inventaire 15, chemise 31, dossier 9, p. 96, 104, 110-112, 114, 126, 128. *Ibid.*, fonds 056, inventaire 16, chemise 33, dossier 8, p. 68, 90, 106, 111, 118.

²⁸ Voir par exemple, dans *Vestnik de l'information provinciale TASS*, Moscou, le 22 mars 1928, le discours de Iaroslavski à la réunion des membres du parti, des syndicats et des organisations civiles près de la mine Chtcherbinovski in Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 658. Voir aussi l'article du procureur N. Krylenko « Les leçons de l'affaire Shakhty » in Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 530-531, 538.

²⁹ Entre autres, l'article de N. Krylenko in Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 536-537. Extrait du discours de Rykov au plénum du Soviet de Moscou, in *Pravda*, 63 (3883), 11 mars 1928.

Logiques et finalités de l'amalgame

Dans le cadre des procès, le retour sur l'expérience russe de l'intervention alliée représente un outil pour crédibiliser les chefs d'accusation portant sur la préparation d'une nouvelle offensive contre l'Union Soviétique. La ligne « interventionniste » est centrale dans tous les procès de l'entre-deux-guerres, sa promotion résultant à la fois des méthodes d'instruction de l'OGPU et de l'attention particulière qu'y prête J. Staline. Les dossiers d'instruction de l'affaire Shakhty (1928) ou du Parti Industriel (1930) ne laissent pas de doutes sur l'orientation de ces affaires dans ce sens. En témoigne avec éloquence un extrait d'interrogatoire de 1928, où l'agent de la GPU fait avouer à un inculpé que les objets que celui-ci avait reçus d'un proche à l'étranger, en l'occurrence un chapeau et un manteau, représentaient des instructions chiffrées pour effectuer des actes de sabotage en vue d'une intervention armée³⁰. Cette focalisation des procès sur la menace de guerre imminente contre l'URSS se fait avec l'aval et sur l'incitation de Staline, fortement suggérée pour l'affaire Shakhty (1928) ainsi que le procès Vickers (1933), et explicite pendant le procès du Parti Industriel (1930)³¹.

L'orientation manifeste de l'instruction et la mise en avant de la dimension interventionniste des « complots » dévoilés s'ancre dans les intérêts institutionnels de l'OGPU, mais aussi dans son système biaisé de collecte d'information, largement focalisé sur la recherche des ennemis intérieurs et extérieurs, comme démontré par S. Davies et J. Harris³². Les craintes de la menace extérieure chez une partie de la direction politique du pays, et notamment chez Staline, ont été également renforcées par d'autres facteurs, que ce soit l'expérience de la guerre civile et de l'intervention alliée, l'existence effective des groupes anti-soviétiques dans d'autres pays ainsi que des espions étrangers en URSS, ou bien plus largement l'anticommunisme ambiant en Europe occidentale³³.

Ces facteurs sont essentiels pour démontrer qu'une nouvelle

³⁰ Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 38.

³¹ Liudmila KOICHEVA (dir.), *Lettres de J. V. Staline à V. M. Molotov, 1925-1936*, Moscou, Rossiya molodaya, 1996, p. 187-188.

³² Sarah DAVIES, James HARRIS, *Stalin's World. Dictating the Soviet Order*, New Haven, Yale University Press, 2014, p. 8, 93-94.

³³ Sarah DAVIES, James HARRIS, *Stalin's World. Dictating the Soviet Order, op. cit.*, p. 60-61, 93, 95-96.

intervention des pays capitalistes relevait du champ du possible dans la perspective de l'époque, mais ils n'expliquent guère la temporalité de l'activation d'une rhétorique guerrière sous la forme de procès publics et largement médiatisés. Par ailleurs, la croyance dans l'hostilité du monde extérieur au régime soviétique n'était nullement incompatible avec l'instrumentalisation pragmatique des procès pour l'exemple.

L'incarnation du discours interventionniste sous la forme de procès publics représentait un des mécanismes d'affirmation du pouvoir politique et d'avancement du projet stalinien. À cet égard, la question du plan quinquennal est cruciale. Ce n'est pas le fruit du hasard si le modèle des procès-spectacles, mis de côté durant la période de la Nouvelle politique économique, n'est réactivé qu'en 1928. En effet, la menace d'une intervention contre l'Union Soviétique ainsi que sa théâtralisation pendant les procès, sont au cœur même de la logique de lancement du premier plan quinquennal. Celui-ci se justifie, entre autres, par la nécessité de renforcer les capacités de défense du pays face à l'hostilité du monde extérieur. L'image de l'Occident comme une source d'inquiétudes et de craintes se combine, comme l'on a dit, avec sa perception en tant qu'horizon de référence³⁴ : il s'agit de rattraper et de dépasser son niveau, alors même que la réalisation du plan exige l'afflux de crédits extérieurs, la commande des outils et des machines, et la présence d'ingénieurs étrangers hautement qualifiés. La présence de cet Occident à double facette et l'affirmation du danger de guerre servent donc de toile de fond pour le lancement du plan³⁵. Dans cette optique, le rapprochement entre l'intervention alliée de 1918-1920 et une seconde censée être imminente, se révèle tout à fait instrumental.

Toutefois, d'autres considérations quant à la politique intérieure rentrent également en jeu. Le premier procès stalinien, celui de Shakhty en 1928, se prépare dans le contexte d'achèvement de la lutte avec l'opposition en 1927. À ce moment, le pouvoir du secrétaire général du Parti s'est certes renforcé, mais il doit encore compter avec l'opinion d'autres dirigeants du premier rang³⁶. Or, la question du plan, surtout de la forme qu'il doit prendre, ne fait pas l'unanimité³⁷. La mise en scène

³⁴ Sabine DULLIN, *Des hommes d'influence. Les ambassadeurs de Staline en Europe*, *op.cit.*, p. 33-36 ; Ray BRANDON, Timothy SNYDER, *Stalin and Europe. Imitation and Domination, 1928-1953*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 2.

³⁵ Cela dit, d'autres facteurs politiques, idéologiques, économiques et sociaux ont évidemment contribué à l'abandon de la NEP et à l'adoption du premier plan, mais cette problématique sort du cadre du présent travail.

³⁶ Sur les tensions dans le cercle dirigeant, voir Oleg KHLEVNIIK, *Stalin. New biography of a dictator*, New Haven, Yale University Press, 2015, p. 100-109.

³⁷ Serguei KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène*,

du grand procès, avec une forte composante interventionniste, permet à la fois d'affirmer haut et fort la nécessité et l'urgence d'industrialisation forcée du pays, et de promouvoir le projet stalinien. Deux ans plus tard, au moment du « complot » du Parti Industriel, le pays vient de passer par une série de révoltes paysannes³⁸. Ces révoltes semblaient infirmer la justesse de la politique stalinienne d'industrialisation et de collectivisation, et donner raison aux communistes de droite, alors même que ces derniers avaient progressivement perdu leur influence et avaient été écartés des postes de responsabilité³⁹. Là encore, l'affirmation de l'existence d'un vaste complot international permet de justifier les échecs subis, tout en insistant sur la nécessité de poursuivre la « ligne générale », d'autant plus énergiquement que la menace extérieure s'accroît et que le travail contre-révolutionnaire de sabotage s'intensifie. Ainsi, l'effacement des frontières entre l'intervention réelle et l'intervention projetée dans l'avenir proche ne sert pas seulement de justification pour le début du Grand Tournant. Ce procédé est également investi comme un outil universel de justification des politiques choisies par l'exaltation de la menace et la délégation de responsabilités quant aux failles structurelles.

Enfin, l'affirmation du danger extérieur a de tout temps servi aux pouvoirs politiques comme un excellent outil de mobilisation des masses. La transformation de quelques affaires courantes de l'OGPU en grands procès publics ne cherchait pas à régler le sort d'une poignée d'ingénieurs, certes haut placés, mais globalement dénués d'importance politique. D'autant plus que d'autres méthodes extra-judiciaires ont été disponibles pour les neutraliser, comme en témoignent l'arrestation, la détention et parfois l'exécution de personnes retenues dans le cadre d'investigation préalable au procès. En effet, le nombre de personnes arrêtées en lien avec les procès dépassait considérablement le nombre des inculpés mentionnés dans les actes d'accusation et déférés devant le tribunal⁴⁰.

bilan, op.cit., vol. 1, p. 45-47 ; Oleg KHLEVNIUK, *Khoziain. Stalin i outverjdenie stalinskoj diktatoury*, Moscou, Rosspen, 2010, p. 32-34.

³⁸ Nicolas WERTH, *La Terreur et le désarroi. Staline et son système*, Paris, Perrin, 2007, p. 77-82 ; Oleg KHLEVNIUK, *Stalin. New biography of a dictator*, New Haven, Yale University Press, 2015, p. 109-116.

³⁹ Oleg KHLEVNIUK, *Khoziain. Stalin i outverjdenie stalinskoj diktatoury, op.cit.*, p. 32, 52.

⁴⁰ Ainsi, 53 personnes ont été jugées lors du procès Shakhty tandis que le nombre total des arrestations liées à cette affaire s'élève à quelques centaines : voir Sergueï KRASILNIKOV (dir.), *Shakhtinskij protsess 1928 : préparation, mise en scène, bilan, op.cit.*, vol. 1, p. 19. Pour le procès du Parti Industriel, 8 personnes ont été

Les procès sont en effet considérés par les autorités soviétiques comme des moyens de communication avec la population à double face : tout en étant en eux-mêmes la mesure de sa loyauté, ces procès avaient pour objectif de renforcer l'adhésion au régime et à son projet. La confirmation de l'existence des ennemis de l'URSS, composante-clé de l'image de la citadelle assiégée, est saisie pour réifier la distinction entre ces ennemis et la communauté soviétique, ainsi que pour renforcer la cohésion et la mobilisation de cette dernière face à l'ennemi commun et à la guerre imminente. Pour atteindre cet objectif, le discours des autorités fait notamment appel aux émotions des Soviétiques : une grande partie des textes au sujet des procès fait usage de métaphores et d'adjectifs forts, etc. Les accusés sont présentés comme lâches, avides d'argent, et comme des assassins d'ouvriers, tandis que le courage et la perspicacité de l'OGPU sont glorifiés. Relayés par les médias à travers tout le pays, ces procès exigeaient également une participation active de la part de la population, d'où l'organisation de meetings et de réunions thématiques suivies par le vote de résolutions affirmant l'unité de la population, sa loyauté au régime et prônant l'exécution sans merci des comploteurs⁴¹. La position neutre face aux complots ne suffisait donc guère aux autorités soviétiques, dont les pratiques de la mobilisation des masses lors des audiences visaient également, semble-t-il, à l'intériorisation du discours officiel sur les procès en général et sur l'intervention étrangère en particulier. D. Priestland voit dans ces procès la volonté politique de réanimer l'esprit de la révolution, de souder et radicaliser les masses autour du projet commun tourné vers l'avenir⁴².

Conclusion

Les procès soviétiques pour l'exemple du temps du premier plan quinquennal offrent un exemple intéressant pour interroger les stratégies mobilisatrices du pouvoir politique. Y occupent une place importante les remaniements des temporalités, comme en témoigne,

officiellement inculpées, mais l'historiographie mentionne un chiffre d'environ deux mille personnes au total. Voir Sergueï KRASILNIKOV, *Soudebnyj protsess 'Prompartii' 1930 : préparation, mise en scène, bilan*, op. cit., vol. 1, p. 37. Quant au procès Vickers, il s'agit de 18 accusés. Les chiffres d'autres arrestations en lien avec l'affaire restent inconnus.

⁴¹ Voir par exemple les résolutions publiées dans *Pravda*, 61 (3883), du 11 mars 1928.

⁴² Voir le chapitre « The international bourgeois conspiracy » in David PRIESTLAND, *Stalinism and the Politics of Mobilization. Ideas, Power, and Terror in Inter-war Russia*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 218-226.

dans le discours officiel des autorités et dans leur presse, l'articulation des liens entre l'intervention passée et celle à venir. Les frontières temporelles entre ces deux événements sont systématiquement et consciemment atténuées par le biais de divers procédés discursifs dont on a donné quelques exemples. La création de l'amalgame entre deux interventions est cruciale pour le pouvoir politique, puisqu'elle participe de la création du mythe stalinien de l'URSS comme citadelle assiégée. La réification de la figure de l'ennemi et la réactivation répétée du danger extérieur, toujours repoussé vers l'avenir, sont considérées comme des instruments de promotion d'objectifs multiples. Moyen d'affirmer la justesse de la « ligne générale » dans le cercle proche du pouvoir, cette rhétorique est également pensée comme pouvant mener à une meilleure cohésion du corps social, comme un des éléments de renforcement des sentiments d'appartenance. Ainsi, l'avenir réclame ses pleins droits dans le processus de construction identitaire et devrait être inclus dans la « check-list » de A.-M.Thiesse.

Encyclo

Revue de l'École doctorale ED 382

DOSSIER THÉMATIQUE

Maria PODZOROVA, Ninon DUBOURG

Utiliser l'histoire : regards croisés sur la discipline historique

Anna SHAPAVALOVA

La fabrique d'un mythe fondateur ancré dans l'avenir : la rhétorique interventionniste lors des procès-spectacles en URSS

Sophie DE CHIVRÉ

La reine Victoria et ses enfants : une approche historique des photographies de groupe en famille au XIX^e siècle

Kevin GUILLAS-CAVAN

Interpréter changements et continuités en Allemagne : un retour à l'approche gerschenkronienne de l'histoire

Paraskevi MICHAILIDOU

Histoire, archéologie et construction de la nation : le cas de la Grèce

VARIA

Kevin BLARY

Corps de femmes, corps de la Ville : pour une analyse spatiale de l'*Historia Naturalis* de Pline l'Ancien

Nataliya YATSENKO

« Voyage sur une autre planète » : les lecteurs et assistants de français dans les facultés soviétiques vus par eux-mêmes (1958-1991)

RÉSUMÉS DE THÈSE

Baptiste COLLIN

Berlin-Ouest et Paris à travers les squattages, de 1945 à 1985. Un mode d'action au carrefour de motivations, de buts et de stratégies conflictuelles

Sévrine DAGNET

Le nom dans les grammaires françaises des XVII^e et XVIII^e siècles : définitions, classements et détermination

Raja GMIR

La diathèse circonstancielle en français au moyen du verbe voir : étude syntaxique, sémantique et pragmatique

Jeanne IMBERT

Édouard Dujardin : un cas exemplaire au sein du symbolisme. Genres et formes (1885-1893)

Romain JALAMBERT

Les vers latins en France au XIX^e siècle

Pascal MONTLAHUC

Le pouvoir des bons mots. « Faire rire » et politique à Rome du milieu du III^e siècle a. C. jusqu'à l'avènement des Antonins

Delphine PIÉTU

« Goss's de la rue, goss's du pavé ». Enfants et adolescents des milieux populaires dans l'espace public parisien de 1882 aux débuts des années 1960

COMPTES RENDUS DE LECTURE

Claude CALAME et Pierre ELLINGER

Du récit au rituel par la forme esthétique. Poèmes, images et pragmatique culturelle en Grèce ancienne, Paris, Les Belles Lettres, 2016 (Eléonora COLANGELO)

RÉSUMÉS, MOTS CLÉS ET BIOGRAPHIES DES AUTEURS

